

# Le journalisme palestinien : une dépolitisation en trompe-l'œil

Lors d'une campagne d'entretiens menée auprès de journalistes palestiniens et israéliens, nombre d'entre eux déploraient le manque de « professionnalisme » de la presse palestinienne<sup>1</sup>. Ils pointaient du doigt deux principales tendances à l'œuvre d'après eux depuis l'installation de l'Autorité palestinienne en 1994. La première était une logique de simple propagande nationaliste favorisant une instrumentalisation politique du moindre fait divers ou la médiatisation de rituels protocolaires sans intérêt. La seconde était une orientation commerciale principalement basée sur l'émotion, le sensationnalisme et la multiplication des programmes de divertissement n'offrant qu'un traitement consensuel du conflit voire son occultation pure et simple. Ces tendances pouvaient s'expliquer, à leurs yeux, par les singularités de la culture palestinienne, les contraintes liées à l'occupation israélienne ou les stratégies politico-mercantiles des entrepreneurs de presse. Mais ces explications dessinaient aussi, en creux, une conception normative du « rôle politique » des médias palestiniens, jugés fonctionnelle-

BENJAMIN FERRON  
CRAPE (Centre de Recherches  
sur l'Action Politique en Europe),  
université de Rennes 1

ment incapables d'imiter avec succès le modèle occidental d'une presse indépendante des pouvoirs politiques et des puissances d'argent, jouant un rôle de « quatrième pouvoir » au service des citoyens<sup>2</sup>.

Une analyse socio-historique des transformations du journalisme palestinien permet de dépasser ces analyses. Déplorer la « dépolitisation » d'une presse palestinienne qui serait réduite à ses fonctions de courroie de transmission de la propagande officielle ou de simple marché capitaliste de production culturelle de masse, c'est non seulement reprendre à son compte une vision ethnocentrique des rapports entre le journalisme et la politique, mais c'est aussi occulter les contraintes proprement politiques qui pèsent sur l'autonomisation du journalisme professionnel dans les Territoires occupés.

1. Pour une présentation de la méthodologie d'enquête, voir Ferron B. (2012), *Les répertoires médiatiques des mobilisations altermondialistes*, Rennes, thèse de doctorat non publiée, université de Rennes 1.

2. Le Bohec J. (1998), *Les rapports presse-politique. Mise au point d'une typologie « idéale »*, Paris, L'Harmattan, 1997.

## La presse palestinienne, un instrument de la lutte nationale

La presse locale de Palestine est d'abord, au dix-neuvième siècle, contrôlée par les autorités ottomanes<sup>3</sup>. Elle connaît un tournant quelques années après les débuts de l'immigration juive en Palestine : dès 1908, un discours nationaliste d'opposition au sionisme s'exprime ouvertement dans les journaux<sup>4</sup>. La presse politique palestinienne va connaître un essor et une radicalisation sans précédent durant la période du Mandat britannique, dans un contexte de rivalités croissantes entre Juifs et Arabes<sup>5</sup>. Mais le journalisme palestinien est dévasté par l'exode de 1948<sup>6</sup>. Ce qui reste de la presse locale passe alors sous le contrôle jordanien et égyptien. Parallèlement, dans la période 1948-1967, la presse créée par les Palestiniens exilés est exclusivement pensée comme une presse de combat, un élément du répertoire de la résistance largement à buts opérationnels et de propagande, dans tous les pays limitrophes. La presse palestinienne va alors être utilisée comme un instrument au service de la cause nationale : chez les générations successives de journalistes palestiniens de la diaspora, liés aux différents courants de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), le rôle de la presse est avant toute chose celui d'un instrument de mobilisation collective.

À la faveur de cette réorientation stratégique, un processus de centralisation et de professionnalisation du travail d'information va s'opérer entre 1964 et 1972 : à cette période, les leaders palestiniens ont en effet le sentiment d'être emprisonnés dans des images stéréotypées. Pour briser cette vision médiatique et améliorer la popularité de la cause palestinienne dans le monde, l'OLP développe diverses stratégies, notamment par la création d'un Département Image et Cinéma qui structure et diffuse l'imagerie des *Fedayins*, présentés comme les « peaux-rouges » de Palestine<sup>7</sup>. Tout porte à croire que ces stratégies de réorientation de la lutte nationale, de l'action armée pure et simple vers des stratégies de séduction de l'opinion publique, ne sont pas sans effet. C'est le cas notamment dans la presse étasunienne, qui porte une attention de plus en plus grande à la question palestinienne<sup>8</sup>.

## Le contrôle israélien de la presse des Territoires occupés

Dans les Territoires occupés, la situation est cependant bien différente. La presse palestinienne de Cisjordanie et de Gaza disparaît formellement au cours de la guerre de juin 1967. Seul le journal israélien en arabe *Al-Yom* continue d'être publié pendant les hostilités<sup>9</sup>. Tous les autres arrêtent leurs activités deux jours avant l'occupation de Jérusalem-Est par l'armée israélienne. Entre 1968 et 1972, plusieurs journaux palestiniens vont néanmoins être publiés sous occu-

3. Hanna Elias E. (1993), *La presse arabe*, Paris, Maisonneuve & Larose.

4. Khalidi R. (2003), *L'identité palestinienne*, Paris, La Fabrique, p. 188-223.

5. Khaba M. (2007), *The Palestinian Press as Shaper of Public Opinion 1929-1939*, London, Portland, Vallentine Mitchell.

6. Mattar P. (2000), *Encyclopedia of the Palestinians*, New York, Facts on File, Library of World Society, p. 273.

7. Sanbar E. (2004), *Les Palestiniens. La photographie d'une terre et de son peuple de 1839 à nos jours*, Paris, Hazan, p. 29, 299.

8. Noakes J. A., Wilkins K. G. (2002), « Shifting Frames of the Palestinian Movement in US News », *Media, Culture and Society*, 24, p. 649-671

9. Il deviendra *Al-Anba'* en 1968.

pation, comme *Al-Basheer* (Le Précurseur), *Al-Fajr* (L'aube), *Al-Shab'* (Le Peuple), *Al-Quds* (Jérusalem). Les journaux palestiniens publiés sous l'occupation militaire israélienne au tournant des années 1970 ont plusieurs caractéristiques communes : leurs équipes éditoriales sont petites et peu formées, le matériel est limité, la diffusion est généralement faible, les attaques anti-jordanaises constituent le fonds commun de leur ligne éditoriale, ils offrent une faible couverture des informations locales et étrangères, leurs sources de financement sont opaques, la qualité de la typographie et des photos est faible, et les publications sont régulièrement interrompues pour des raisons financières ou techniques<sup>10</sup>.

La censure militaire israélienne s'exerce alors sur la presse palestinienne, conformément à l'ordre militaire 50 du 11 juillet 1967 concernant la distribution des journaux<sup>11</sup>. Cette dernière stipule qu'il est « interdit de distribuer ou de publier des journaux dans la zone sans la permission des autorités militaires », sous peine d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinquante ans. La ligne officielle du gouvernement israélien est que la critique est autorisée tant qu'elle n'incite pas à la subversion. Les sujets portant sur les déplacements des troupes israéliennes, sur les installations militaires et fournissant les noms des officiers en poste comptent parmi les principales limites, avec l'incitation à la grève, l'appel au boycott des élections locales et des produits israéliens. Mais la règle est étendue à des sujets tels que

l'émigration juive ou les mouvements des transporteurs d'essence. Cette censure suscite de vives critiques de la part des journalistes palestiniens et étrangers. Les autorités israéliennes se défendent alors en arguant du fait que, tout comme « *les Arabes des zones occupées ont été propulsés dans le vingtième siècle grâce à l'occupation* »<sup>12</sup>, la propagande et la censure seront bénéfiques aux autochtones. Selon le général Shlomo Gazit, coordinateur des Territoires occupés de l'époque, « *la propagande israélienne dans les zones occupées est une propagande par les actions plutôt que par les mots* » : les actions de l'occupant contribueraient à « *établir une vie normale, en libéralisant et normalisant la vie quotidienne, en ouvrant des voies libres entre les territoires eux-mêmes* »<sup>13</sup>. L'assassinat d'un leader de l'OLP à Beyrouth, en 1973, par un commando israélien provoque un tel émoi et une telle montée de nationalisme dans la population palestinienne, que les censeurs demandent à *Al-Quds* de leur fournir jusqu'aux mots croisés diffusés dans le journal, pour vérifier qu'aucune information « séditeuse » n'y est diffusée. Le journal *Al-Ghadeer*, publié par des étudiants de Birzeit est supprimé car considéré comme un « *journal illégal pro-terroriste* ».

### **Publier des journaux sous occupation ?**

Un débat s'ouvre peu à peu chez les Palestiniens : faut-il publier des journaux sous occupation ? Pour les uns, les journaux remplissent un vide d'information et permettent de former des nouveaux cadres politiques et des écrivains. D'autres considèrent, à l'inverse, que les

10. Nasser M. K. (1974), *Along freedom's double edge : The Arab press under Israeli occupation*, Columbia University

11. Friedman R. I. (1983), « Israeli Censorship of the Palestinian Press », *Journal of Palestine Studies*, 49, XIII/1, p. 93-101.

12. Shaikovitch B. (1973), « Marx on the West Bank », *New Middle East*, April 1973.

13. *Ibid.*

informations risquent de donner à l'État d'Israël une meilleure connaissance de la société palestinienne, qui pourrait lui servir à accroître sa domination et son contrôle<sup>14</sup>. La presse palestinienne publiée sous occupation contribuerait, suivant cette lecture, à normaliser cette dernière et, par conséquent, à une évolution négative de la lutte sur le terrain de la confrontation de rue, au profit de discussions intellectuelles dans la presse<sup>15</sup>.

Pendant une vingtaine d'années, ces débats structurent le microcosme de la presse palestinienne des Territoires occupés. Cependant, la situation de la presse de Cisjordanie est profondément bouleversée avec la première *Intifada*, déclenchée en 1987, et par la création de l'Autorité Palestinienne en 1994. À cette période, les journalistes palestiniens des Territoires et ceux de l'extérieur travaillent de plus en plus en collaboration. La principale stratégie de communication de la direction de l'*Intifada* repose sur la diffusion régulière de communiqués (trois ou quatre fois par mois). Alors que le premier communiqué clandestin est distribué directement dans les Territoires, le 4 janvier 1988, par la Direction nationale unifiée des territoires occupés, après la reprise en main par l'OLP, les projets de communiqués font ensuite des va-et-vient par fax entre les Territoires occupés et Tunis, avec des relais à Chypre et en Grèce<sup>16</sup>. L'*Intifada* est donc un événement majeur pour la cause palestinienne, peu mobilisatrice

jusqu'à au-delà du monde arabe ; un événement qui permet à ses acteurs de bénéficier d'une rente de situation qu'ils pourront faire valoir dans les arènes de négociation internationale. Sur le plan interne, la stratégie politico-médiatique conduit à une utilisation de tous les canaux de communication disponibles, comme la radio ou la vidéo<sup>17</sup>.

### De la lutte nationale à la concurrence commerciale

Le retour de la direction de l'OLP et la création de l'Autorité palestinienne en 1994 constituent également un tournant important. C'est ce qu'explique dans un entretien Nasser L., journaliste à la télévision locale de Bethléem et à l'agence de presse *Ma'an* « *Un grand changement a eu lieu en 1995. Avant, l'OLP contrôlait tout. Tout était fait dans une perspective de lutte. Après cela, l'idée de créer de vrais médias professionnels, qui diffusent des faits, sans que les opinions interviennent, s'est imposée peu à peu* »<sup>18</sup>. Peu de temps après sa création, l'Autorité Nationale Palestinienne fait ainsi paraître une loi sur la presse, qui s'inspire en grande partie de la loi jordanienne<sup>19</sup>.

Les dirigeants palestiniens encouragent l'établissement ou l'institutionnalisation de plusieurs médias officiels et d'entreprises de presse privées<sup>20</sup>. Des

14. Entretien avec Hassan A., journaliste au quotidien *Al Ayyam*, Bethléem, 2005.

15. Aref Najjar O. (1994), « Palestine », in Kamalipour Y.R., Mowlana H. (eds.), *Mass Media in the Middle East. A Comprehensive Handbook*, Greenwood Press, Westport, Connecticut, London, p. 214.

16. Habache G. (2008), *Les Révolutionnaires ne meurent jamais*, Paris, Fayard p. 203-204.

17. Bookmiller N. K. Bookmiller R. J. (1990), « Palestinian Radio and the Intifada », *Journal of Palestine Studies*, 19/4, p. 96-105, Kuttub D. (1997), « Palestinian Diaries. Grassroots TV production in the Occupied Territories », in Downum T. (ed.), *Channels of resistance. Global Television and Local Empowerment*, Cambridge, BFI Publishing, pp. 138-145.

18. Entretien avec Nasser L., 2005.

19. Aref Najjar O. (1997), « The 1995 Palestinian Press Law : A Comparative Study », *Communication Law and Policy*, 1532-6926, 2/1, p. 41-103.

20. Yakup S., fonctionnaire au Ministère palestinien de l'information, Bethléem, 2005.

publications officielles, qui travaillaient jusque-là en exil ou dans la clandestinité, apparaissent au grand jour, comme *The Voice of Palestine* et *Palestine Television*<sup>21</sup>. De multiples chaînes de télévision ou de radio privées voient également le jour. Leur création est sous-tendue par un modèle libéral, dans lequel la compétition entre les chaînes est décrite comme bénéfique pour le public<sup>22</sup>. Awwad Narima, directrice des relations publiques de la PBC, exprime ainsi le point de vue proche de la version officielle : « *La compétition est bonne pour le commerce. La réponse positive des Palestiniens aux stations de radio privées nous force à innover et à faire des changements. En raison du ton sérieux de La Voix de la Palestine, nous n'attirons pas les jeunes. En raison de la compétition croissante, nous pensons désormais introduire dans nos programmes des émissions destinées aux jeunes auditeurs* »<sup>23</sup>.

### Un double contrôle politique

Cependant, l'Autorité Palestinienne fait preuve de nombreuses reprises de comportements autoritaires vis-à-vis de la presse. Ainsi, des publications de l'opposition comme *al-Watan* (gauche laïque) ou *al-Umma* (droite religieuse) sont fréquemment l'objet de censure. Les dirigeants palestiniens semblent particulièrement hostiles aux critiques et au débat contradictoire : le Conseil législatif est marginalisé, la presse mise au pas et les opposants arrêtés. Des observateurs étrangers constatent également que les

partisans de Y. Arafat ont un accès plus facile aux médias palestiniens que les autres candidats<sup>24</sup>.

De plus, les autorités israéliennes maintiennent un contrôle étroit sur la production journalistique palestinienne dans les Territoires occupés. Ainsi, les déplacements des journalistes sont limités non seulement à l'étranger – l'armée israélienne contrôlant les frontières externes de la Cisjordanie et de Gaza – mais également sur place en raison du découpage territorial (zones A, B, C) qui découle des Accords d'Oslo. De plus, la reprise des affrontements armés après le déclenchement de la seconde *Intifada* en l'an 2000 conduit l'armée israélienne et les colons à de multiples violations de la liberté de la presse<sup>25</sup>. Selon le Centre d'Information National Palestinien, 1147 attaques illégales contre des journalistes palestiniens, majoritairement perpétrées par des Israéliens, sont enregistrées entre septembre 2000 et janvier 2007<sup>26</sup>. La carte de presse est retirée à des journalistes palestiniens par le ministère israélien de l'information, certains sont blessés ou tués et des locaux de journaux et de chaînes de radio et de télévision sont mis à sac<sup>27</sup>.

### L'enjeu de l'autonomisation professionnelle du journalisme palestinien

C'est dans ce contexte politique singulier qu'émerge une nouvelle génération de journalistes palestiniens et

21. Propriétés de la *Palestine Broadcast Corporation* (PBC), fondée en 1994 avec l'aide d'experts étrangers.

22. Entretien avec Raed O., directeur de *Ma'an Press Agency*, Bethléem, 2005.

23. Narima A., cité in Kratt H. (1997), « Palestinian Independent Television & Radio Stations », *News From Within*, XIII/10, October, p. 30-31.

24. Baron X. (2000), *Les Palestiniens*, Paris, Le Seuil, p. 649.

25. International Press Institute, *Press Freedom Violations in Israeli and Occupied Palestinian Areas : Summary of Events*, Vienne, 2003

26. Centre d'Information National Palestinien, « Palestine : la répression sans fin », *Alternatives Internationales*, 2 mars 2007

27. Entretien avec Arref H., Institut des médias de l'Université Bir Zeit, 2005.

d'entrepreneurs de presse cherchant à mettre en place des médias indépendants, souvent avec l'aide de fonds étrangers. Les années 1990-2000 voient ainsi l'émergence de nombreuses chaînes de télévision et radiophoniques privées en Palestine qui, d'un côté, semblent jouer un rôle de soupape populaire vis-à-vis de médias officiels dominés par un discours « sérieux » et nationaliste mais, d'un autre, se voient cantonnées à un rôle de divertissement et de diffusion de musique. Un journaliste de la vieille garde déplore cette évolution : « *les programmes politiques ont été réduits au minimum. Un bref flash d'informations à 9 h du matin suffit pour la journée. Trois fois par semaine, l'auditeur peut entendre un commentaire politique de sept minutes sur des événements d'actualité* »<sup>28</sup>. Il existait ainsi, en 1997, sept radios et trente et une chaînes de télévision privées en Cisjordanie. Ammar, fondateur en 1996 de la radio privée *Al Mana* à Ramallah (« Le Phare » en arabe), explique : « *les gens ici, particulièrement les jeunes, sont fatigués de la politique. Ils sont fatigués de la situation à laquelle ils sont confrontés chaque jour. Ce qu'ils attendent de nous c'est de transmettre une attitude positive. Ils veulent quelque chose de divertissant et de fascinant. Ils ne veulent pas entendre parler des mêmes problèmes toujours et encore* ».

La période qui suit la création de l'Autorité Palestinienne est ainsi marquée par des controverses politiques chez les journalistes palestiniens. Les uns conservent la conception d'un journalisme engagé au service de la cause nationale, divisés entre une tendance majoritaire, favorable aux accords d'Oslo (*Fatah*) et diverses

tendances minoritaires qui leur sont opposés (gauche et partis religieux). Les autres se tournent vers une conception du journalisme pensé davantage comme un journalisme « professionnel », calqué sur les standards occidentaux. Les premiers reprochent aux seconds de contribuer indirectement à normaliser l'occupation israélienne, en faisant comme si l'Autorité Palestinienne était un État (les médias palestiniens y jouant un rôle de « quatrième pouvoir »), tandis que les seconds reprochent aux premiers leur rhétorique nationaliste sclérosée, leur déformation des faits à l'avantage systématique des Palestiniens, autrement dit de faire de la propagande au lieu de faire de l'information<sup>29</sup>. Or, si les premiers bénéficient du soutien des institutions ou d'organisations politiques palestiniennes « historiques », les seconds bénéficient de financements d'ONG ou de gouvernements étrangers, garantissant leur indépendance à l'égard de l'Autorité Palestinienne, mais leur imposant en retour des contraintes en termes de financement et de normes professionnelles – notamment une sous-estimation du rôle de l'occupation israélienne dans le traitement de l'actualité locale<sup>30</sup>.

## Conclusion

Au final, la presse palestinienne demeure un objet politique, y compris lorsqu'elle prend la forme d'une industrie du divertissement en apparence « dépolitisée ». Comme le remarquaient, à la veille de l'*Intifada*, les auteurs d'un rapport à son sujet : « Les journaux de Cisjordanie

28. Kratt H., « Palestinian Independent Television & Radio Stations », *News From Within*, XIII/10, October 1997, p. 30-31.

29. Jamala A. (2000), « The Palestinian Media : An Obedient Servant or a Vanguard of Democracy ? », *Journal of Palestine Studies*.

30. Hanafi S., Tabar L. (2005), *The emergence of a Palestinian Globalized Elite*, Jerusalem, Institute of Jerusalem Studies.

[...] ne devraient pas être étudiés conformément aux normes d'objectivité et d'impartialité qui prévalent, bien qu'elles ne soient pas toujours adéquatement observées, dans la presse occidentale [...]. Les circonstances qui caractérisent la vie palestinienne en Cisjordanie ont imprégné sa presse d'une forme spécifique de mobilisation »<sup>31</sup>. De ce point de vue, parler de « dépolitisation » de la presse palestinienne est inapproprié : ses réorientations au cours des vingt dernières années apparaissent davantage comme le produit de luttes de légitimation du rôle politique de journalistes travaillant sous la triple contrainte de l'Autorité palestinienne, des forces d'occupation israéliennes et des bailleurs de fonds étrangers. Cette situation de faiblesse structurelle du « système médiatique » palestinien sous occupation permet, davantage que de pures raisons culturelles ou commerciales, de comprendre les difficultés à voir apparaître une presse « indépendante » ou « professionnelle » conforme au modèle (largement mythique au demeurant) du journalisme occidental. ■

---

31. Shinar D., Rubinstein D. (1987), *Palestinian Press in the West Bank*, Jerusalem, WPDP.